

Etats-Unis/Après ses propos sur "les pays de merde"

Trump et le racisme, un soupçon récurrent

AFP
Washington/USA

Ce n'est pas la première fois que Donald Trump se retrouve accusé de racisme. Durant sa campagne et depuis son accession à la Maison Blanche, le président américain s'est vu plusieurs fois reprocher de tels dérapages. Lui qui assume d'habitude ses écarts de langage a contesté, hier, avoir utilisé l'expression "pays de merde" au sujet de Haïti et de certains pays africains, lors d'une réunion sur l'immigration. M. Trump y aurait confié préférer les migrants originaires de Norvège à ceux venus du continent noir. Ces propos, dont la réalité a cependant été confirmée par des participants à la réunion, ont été taxés de "racistes" par les Nations unies, suscitant une vague d'indignation à travers le monde. Cette polémique en rappelle d'autres. Campagne contre Barack Obama. Bien avant de se lancer dans la course à la présidence, le magnat de l'immobilier avait pris la tête d'une campagne aux relents racistes contestant la nationalité américaine de Barack Obama, en mettant en doute la validité de son certificat de naissance.

Après avoir alimenté cette théorie du complot, Donald Trump avait brutalement viré casaque durant la campagne présidentielle. Les "violeurs" mexicains. Dans son discours annonçant le 16 juin 2015 son entrée en campagne, le futur président avait stigmatisé les "violeurs" soi-disant envoyés par le Mexique. Des attaques qu'il a réitérées, qualifiant de "bad hombres" ("sales types") les immigrés latinos. M. Trump établit fréquemment un lien entre immigration et hausse de la criminalité aux Etats-Unis, même si aucune étude sérieuse ne le prouve. Dans un pays où les militaires bénéficient d'un grand respect, Donald Trump s'en était pris, en 2016, au père du capitaine Humayun Khan, mort en Irak en 2004. Avocat d'origine pakistanaise, Khizr Khan avait fait un émouvant discours lors de la convention démocrate, reprochant à M. Trump son projet d'interdire aux musulmans l'entrée aux Etats-Unis. M. Trump avait ensuite critiqué les propos de M. Khan, en insinuant que son épouse avait été forcée au silence ce soir-là en raison de sa religion musulmane. Attaques contre un juge d'origine mexicaine. A plu-



Photo : AFP

Le président américain Donald Trump, de nouveau dans la tourmente.

sieurs reprises en 2016, Donald Trump a accusé un juge de partialité à son égard dans la procédure judiciaire pour fraude qui visait l'ex-Trump University, parce que le magistrat était d'origine mexicaine. "J'ai un juge mexicain. Il est d'origine mexicaine. Il aurait dû se récuser", avait-il déclaré au sujet de Gonzalo Curiel, citoyen américain. "Prétendre qu'une personne ne peut pas faire son travail en raison de son ethnicité est un cas d'école de commentaire raciste", avait alors réagi Paul Ryan, le plus haut républicain du Congrès.

Complaisance à l'égard de l'extrême droite ? Donald Trump a souvent été accusé de cultiver l'ambiguïté avec certains dirigeants de la droite nationaliste et identitaire américaine, qui l'ont en bonne partie soutenu durant sa campagne. Il avait notamment pris son temps en 2016 pour désavouer le soutien que lui avait apporté publiquement David Duke, un ancien leader du Ku Klux Klan. Après des violences qui ont agité la ville de Charlottesville le 12 août 2017, lors d'un rassemblement de groupuscules d'extrême-droite, M.

Trump est dans un premier temps apparu réticent à condamner clairement ces militants xénophobes. Un néonazi avait ce jour-là volontairement percuté en voiture des militants anti-racistes, tuant une femme de 32 ans. M. Trump s'était contenté de renvoyer les deux camps dos à dos, en pointant une "violence venant de diverses parties". Polémique dans le sport. Le président américain a engagé un bras de fer avec les joueurs de football américain de la NFL, majoritairement noirs, qui posent genou à terre pendant l'hymne national pour dénoncer les violences policières et les tensions raciales aux États-Unis. Donald Trump, qui interprète ce geste comme un manque de respect envers la nation, s'est vu reprocher des préjugés contre les sports davantage prisés par les Noirs. Depuis fin janvier 2016, Donald Trump mène une bataille judiciaire farouche pour restreindre l'entrée aux frontières des Etats-Unis. Cette volonté a pris la forme de plusieurs décrets successifs, auxquels différents juges ont reproché de cibler de façon discriminatoire les musulmans. M. Trump a porté l'affaire avec un relatif succès devant la Cour suprême, mais la controverse se poursuit.

A travers le monde

• France/insolite
Une route fermée pour favoriser la copulation des crapauds

UNE route de Saint-Malo, dans l'ouest de la France, va être interdite à la circulation automobile pendant deux mois pour favoriser la reproduction des crapauds, a annoncé la mairie, hier, dans un communiqué. La rue des Petits Ports, située près de la pointe de la Varde, un site protégé et classé espace naturel sensible, est interdite à la circulation du 15 janvier au 15 mars par arrêté municipal. Les crapauds et tritons palmés, qui font partie de la liste rouge mondiale des espèces menacées, ont en effet pris l'habitude de se reproduire dans une mare située à proximité de la route.

Indonésie/insolite
Un crocodile sur le point de s'étouffer

Un crocodile marin avec un pneu autour du cou depuis plus d'un an dans un fleuve en Indonésie risque d'étouffer à mesure qu'il grandit et les autorités peinent à sauver le reptile devenu une attraction locale.

• Équateur/diplomatie
Julian Assange naturalisé

L'EQUATEUR a naturalisé Julian Assange, le créateur australien de WikiLeaks réfugié depuis 2012 à l'ambassade de ce pays à Londres, afin de tenter de lui obtenir un statut diplomatique et trouver une solution à cette situation de plus en plus délicate pour le pays andin.

• USA/salaire
Walmart annonce une hausse des salaires

LE géant américain de la distribution Walmart a annoncé qu'il augmentait le salaire minimum de plus de un million d'employés à 11 dollars de l'heure, affirmant que la réforme des impôts adoptée en décembre rend cette hausse possible.

• France/alimentation
Laits Lactalis contaminés: la crise s'étend en Europe

La crise autour de la commercialisation de lait infantile Lactalis contaminé aux salmonelles s'est étendue à l'Europe hier contraignant le groupe laitier français à annoncer la reprise de tous les produits issus de l'usine infectée. En Espagne un bébé ayant consommé du lait contaminé de Lactalis a contracté la salmonellose, et un autre cas est soupçonné en Grèce, ont indiqué hier des scientifiques de l'Institut Pasteur. L'état de santé de ces deux bébés n'a pas été précisé. En France, les 35 nourrissons atteints, dont 18 qui avaient été hospitalisés, vont tous "bien", selon l'agence sanitaire Santé publique France.

Allemagne/Politique

Les principaux points de l'accord gouvernemental

AFP
Berlin/Allemagne

L'accord gouvernemental de principe conclu hier entre conservateurs et sociaux-démocrates propose notamment de réformer la zone euro mais aussi de limiter l'immigration en Allemagne. Immigration. Principal thème de discorde entre les partis, notamment dans un pays où l'extrême droite a fortement progressé aux dernières élections, les propositions de l'accord paraissent favorables aux conservateurs. Ces derniers ont imposé de fixer une limite -chère au parti allié bavarois CSU- au nombre de demandeurs d'asile arrivant annuellement dans le pays, entre 180.000 et 220.000. Le regroupement familial, actuellement suspendu jusqu'à fin mars, va certes pouvoir reprendre comme l'exigeait le SPD. Mais les conservateurs ont obtenu l'instauration d'une limitation à 1.000 personnes pouvant prétendre à ce dispositif chaque mois.

Europe. En tant que première économie du continent, l'Allemagne est de longue date pressée par ses partenaires européens de sortir de son silence suite aux propositions de réformes de la France ou de la Commission européenne. Au niveau de l'ensemble de l'Union Européenne (UE), fragilisée par le Brexit et la montée des populismes, conservateurs et sociaux-démocrates se disent prêts à augmenter la contribution de l'Allemagne au budget européen. "Nous voulons renforcer financièrement l'UE pour qu'elle puisse mieux assurer ses tâches". Et le document prévoit de "renforcer" et "réformer" la zone euro avec la France pour la rendre plus résistante aux crises. Pour Lüder Gerken, politologue au Centre d'études sur la politique européenne, la future coalition envoie "un message important en direction des partenaires européens, particulièrement du président français". Le document n'entre toutefois pas dans le détail des proposi-



Photo : AFP

Après quelques "gros obstacles" la veille, Angela Merkel et le chef des sociaux démocrates Martin Schulz sont parvenus à un compromis politique.

tions faites par le chef de l'Etat français Emmanuel Macron, notamment la création d'un budget de la zone euro, d'un poste de ministre des Finances de l'Union monétaire, voire d'un parlement propre à la zone euro. Ces points seront "examinés". Au plan économique. Les caisses de l'Etat n'ont jamais été aussi remplies de-

puis la réunification, et les partenaires potentiels disposent d'une marge de manœuvre de quelque 45 milliards d'euros à répartir entre investissements et cadeaux fiscaux. Mais l'objectif reste de conserver un budget à l'équilibre, le fameux "Schwarze Null". Là aussi, le SPD, qui prônait une plus grande justice sociale, n'a obtenu que très

partiellement gain de cause. Sur le plan fiscal, le document précise qu'il n'y aura pas d'augmentations d'impôts pour les plus aisés alors que les sociaux-démocrates demandaient une hausse de 42 à 45% du taux d'imposition maximal. L'impôt de solidarité, payé par les Allemands de l'ouest pour soutenir ceux de l'ex-RDA, sera progressivement supprimé, comme le souhaitait le SPD selon sa cheffe de groupe parlementaire Andrea Nahles. Cela correspond à un allègement d'impôt de 10 milliards d'euros d'ici 2021. Sur la santé, le SPD a également fait chou blanc : il visait une réduction des inégalités face à l'assurance maladie en Allemagne via la création d'une "assurance-maladie citoyenne", sorte de Sécurité sociale à laquelle tout le monde devrait cotiser. Mais, au final, l'accord prévoit seulement que les employeurs participeront davantage au financement des assurances des caisses publiques.